

**ASSURANCE-VIE – Quel est l’impact du taux d’intérêt légal sur le montant des sommes versées par l’assureur ?**

Mis à jour le 17 juil. 2023

## **1. Question**

*Lorsque le souscripteur demande un rachat ou lorsque le contrat est dénoué par décès, sous quels délais l’assureur doit-il verser les capitaux ?  
Quelles sont les obligations du conseiller en gestion de patrimoine vis-à-vis de l’assureur ?  
Quelles sont les pénalités de retard versées au souscripteur ou au bénéficiaire ?*

## **2. Réponse**

En cas de demande de rachat, ou lorsqu’un contrat d’assurance-vie se dénoue par le décès de l’assuré, l’assureur doit verser les capitaux dans des délais encadrés par la loi. Le souscripteur (en cas de rachat) ou le bénéficiaire (en cas de décès) doit fournir les pièces et justificatifs demandés par l’assureur, qui doit ensuite lui verser rapidement les fonds.

Si ce paiement n’est pas effectué à temps, des pénalités de retard sont dues. Elles sont calculées automatiquement par la compagnie sur la base du taux d’intérêt légal, fixé à 6,82 % (taux valable pour le second semestre 2023).  
Notez que ce taux peut être doublé ou même triplé si les délais s’allongent, les pénalités peuvent donc grimper jusqu’à 20,46 % (au second semestre 2023) !

### **2.1. Les délais de paiement**

#### **2.1.1. En cas de rachat**

Le délai de paiement débute à compter de la réception par l’assureur de la demande de rachat.   
L’assureur dispose alors d’un délai légal de deux mois pour verser les sommes.   
En cas de retard, le montant des pénalités correspond :

* Au taux d’intérêt légal majoré de moitié durant les 2 premiers mois ;
* Puis au double du taux d’intérêt légal.

Soit 10,23 % puis 13,64 % au second semestre 2023.

[C. ass. art. L.132-21](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006793252)

#### **2.1.2. En cas de décès**

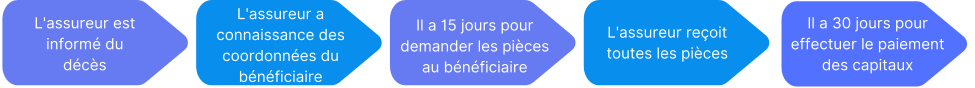
Entre la date du décès et la date à laquelle l’assureur en est informé, le contrat continue de produire des intérêts. L’assureur rémunère alors normalement les capitaux. Une fois informé du décès de l’assuré, il « désinvestit » les encours du fonds en euros ou des unités de compte présents au sein du contrat pour « arrêter » le montant des capitaux décès.  
Le montant des capitaux décès (au jour auquel l’assureur « arrête » le contrat) produit ensuite de plein droit des intérêts (nets de frais) à un taux égal au moins élevé des deux taux suivants :

* La moyenne sur les douze derniers mois du TME (Taux moyen des emprunts de l'Etat), calculée au 1er novembre de l'année précédente ;
* Le TME au 1er novembre de l'année précédente.

[C. ass. art. R132-3-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031116526)

Une rémunération minimale permet ainsi de valoriser le contrat dans l’attente de l’identification des bénéficiaires.

Il faut ensuite distinguer 2 délais différents et 2 points de départ différents :



Dès que l’assureur est informé du décès et est en capacité d’identifier le bénéficiaire et son adresse, il dispose d’un délai de 15 jours pour lui demander l’ensemble des pièces et justificatifs nécessaires pour le versement des capitaux.

S’il dépasse ce délai, des pénalités de retard s’appliquent et correspondent :

* au double du taux d’intérêt légal pour le 1er mois de retard ;
* puis au triple du taux d’intérêt légal.

Dès que l’assureur reçoit l’ensemble des justificatifs demandés, il dispose d’un délai de 30 jours maximum pour effectuer le paiement au bénéficiaire.

**Remarque**

Il est conseillé d’envoyer les documents par courrier recommandé avec accusé de réception afin de prouver la date d’envoi et la bonne réception du dossier par l’assureur.

Ce délai court individuellement pour chaque bénéficiaire. Si un bénéficiaire n’a pas transmis l’intégralité des éléments demandés, le délai de paiement ne démarre pas pour lui, mais peut démarrer pour les autres bénéficiaires plus diligents.

Si l’assureur n’effectue pas le versement des fonds dans les temps impartis, des pénalités de retard s’appliquent automatiquement et correspondent :

* au double du taux d’intérêt légal pendant les 2 premiers mois de retard,
* puis au triple du taux d’intérêt légal.

[C. ass. art. L.132-23-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038611225)

**Dans la pratique**

Les éléments demandés par l’assureur sont généralement :

* l’acte de décès de l’assuré ;
* l’acte de notoriété établi par un notaire (cet acte reprend l’identité des héritiers du défunt et leur lien de parenté. Il est nécessaire lorsque la clause ne désigne pas les bénéficiaires nominativement mais par leur qualité) ;
* une copie du PACS ou un certificat de concubinage ;
* une pièce d’identité du bénéficiaire et de l’assuré ;
* une copie du contrat ;
* un relevé d’identité bancaire (RIB) ;
* un certificat d’acquittement ou de non-exigibilité des droits (concernant les primes versées après 70 ans sur des contrats souscrits depuis le 20/11/1991).

Pour plus de précisions, voir notre document pratique : [Identification des bénéficiaires et procédure de perception des capitaux décès d'assurance-vie](https://api.fidroit.fr/document/49009)

En cas d’intermédiation (par un courtier, un conseiller en gestion de patrimoine), le délai court à compter de la réception des documents et des informations par le courtier. Toutefois, c’est l’assureur qui reste tenu des pénalités de retard.  
[CA Riom, 15 mars 2023, n°22/01697](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7521/download)

**Attention**

Si le courtier ne transmet pas rapidement les documents et les informations, il met en difficulté l’assureur qui pourrait éventuellement lui demander des comptes.  
[CA Aix-en-Provence, 24 juin 2021, n° 19/01766](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6541/download)

Il convient donc d’être vigilent et rapide dans la transmission des documents. Le conseiller en gestion de patrimoine doit organiser la réception des pièces et les transférer immédiatement à l’assureur.

### **2.2. Pénalités de versement**

Les pénalités de retard sont déterminées en fonction du taux d’intérêt légal. L’intérêt légal est la somme que doit un débiteur à son créancier en cas de retard de paiement.

Le taux d’intérêt légal est calculé tous les semestres. Pour le second semestre 2023, il est de 6,82% lorsque le créancier est un particulier.

Récapitulatif sur le montant des pénalités de retard selon la nature des versements et des délais :

| **Délais à respecter** | **Paiement du rachat au-delà du délai légal de 2 mois** | **Demande des pièces au bénéficiaire au-delà du délai de 15 jours** | **Versement des capitaux au bénéficiaire au-delà du délai de 30 jours** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Montant des pénalités** | Taux d’intérêt légal majoré de moitié durant les 2 premiers mois de retard (10,23% pour le 2nd semestre 2023) | Le double du taux d’intérêt légal le 1er mois de retard (13,64% pour le 2nd semestre 2023) | Le double du taux d’intérêt légal durant les 2 premiers mois de retard (13,64% pour le 2nd semestre 2023) |
| Puis le double du taux d’intérêt légal (13,64% pour le 2nd semestre 2023) | Puis le triple du taux d’intérêt légal (20,46% pour le 2nd semestre 2023) | Puis le triple du taux d’intérêt légal (20,46% pour le 2nd semestre 2023) |

Lorsque la compagnie d’assurance n’est pas en capacité de verser les capitaux décès, elle ne supportera aucune pénalité de retard. C’est notamment le cas lorsqu’un bénéficiaire conteste la désignation de la clause bénéficiaire.   
CA Paris du 30 juin 2021, n°19/14096

**Remarque : sur la restitution des prélèvements sociaux**

Les prélèvements sociaux sont retenus année par année par l’assureur en présence d’un fonds euros. Si, lors du rachat ou du dénouement du contrat, la somme des prélèvements acquittés sur le fonds euros est supérieure au montant des prélèvements sociaux dus sur la totalité des produits du contrat (lorsque le contrat se trouve globalement en moins-value), un mécanisme de restitution du trop-perçu est prévu.

Les prélèvements excédentaires sont restitués avec application d’intérêts moratoires, basés sur le taux d’intérêt légal (6,82% pour le 2nd semestre 2023). Les intérêts s’appliquent à la période écoulée entre le paiement des prélèvements et leur restitution. C’est l’administration fiscale qui reverse ces intérêts moratoires, via la compagnie d’assurance.

## **3. Références**

[C. ass. art. L.132-21](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006793252)

[C. ass. art. R132-3-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031116526)

[C. ass. art. L.132-23-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038611225)

[CA Riom, 15 mars 2023, n°22/01697](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7521/download)

[CA Aix-en-Provence, 24 juin 2021, n° 19/01766](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6541/download)

CA Paris du 30 juin 2021, n°19/14096

Bonjour Développement – S.A.R.L. à capital variable (capital minimum de 10 000 €uros) enregistrée au RCS de Toulouse sous le n° 524 683 489 – Code APE 7010Z - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR51524683489 - 14/16 place Laganne 31300 TOULOUSE – Téléphone : 05 61 52 17 01 – contact@gestiondepatrimoine.com – www.gestiondepatrimoine.com Bonjour Développement exploite le site internet www.gestiondepatrimoine.com qui est la vitrine web et marketing des cabinets PYRENEES FINANCE CONSEIL et CGP ONE qui détiennent en propre l’intégralité des habilitations nécessaires pour l’exercice de la profession de Conseil en Gestion de Patrimoine - Enregistrées respectivement à l’ORIAS sous le n° 07 002 919 et sous le n° 07 008 066 (https://www.orias.fr) en qualité de Courtier en Assurance positionné dans la catégorie « b », de Courtier en opérations de banque et en services de paiement et de Conseiller en Investissements Financiers adhérents à la Chambre Nationale des Conseillers en Gestion de Patrimoine (CNCGP), association agréée par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) – Activité de transaction sur immeuble et fonds de commerce carte professionnelle n° CPI 3101 2018 000 035 300 délivrée par la CCI de Toulouse pour CGP ONE et n°CPI 6501 2021 000 000 001 délivrée par la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées pour PYRENEES FINANCE CONSEIL - RCP et garantie financière n°112.786.342 (adhérent n°224545 pour CGP ONE et n°232188 pour PYRENEES FINANCE CONSEIL) auprès de la Compagnie MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD, 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 LE MANS CEDEX 9. Ne peut recevoir aucun fonds, effet ou valeur.